

Archives

L'Europe continue sa course à l'abîme

jeudi 27 octobre 2011

Déclaration de Jacques Cheminade

Paris, le 27 octobre 2011 – Les pays membres de la zone euro n'ont en aucun cas établi de solide plan de lutte contre la crise de la dette souveraine, comme Nicolas Sarkozy voudra sans doute nous le faire croire ce soir.

La réalité est qu'[Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, avec l'approbation des dirigeants des autres Etats membres, poursuivent la fuite en avant monétariste de l'Europe vers l'abîme de l'hyperinflation](#). Les mesures décidées contribueront au mieux à gagner du temps, au pire à accélérer la chute.

Tout d'abord, la politique d'austérité destructrice se poursuivra partout et l'on pourra bientôt s'en apercevoir en France. [Austérité et hyperinflation aboutiront ainsi à la destruction de la substance économique et sociale des Etats](#). Le ferment de révolte contre ce qui est inadmissible s'étend déjà. Mon rôle est de lui ouvrir des pistes vers de grands projets de développement économique mutuel, créateurs d'emplois qualifiés, [financés par un système de crédit productif public](#), rendu possible en arrêtant net les spéculations insensées de la finance folle par [une séparation entre banques d'affaires, d'une part, et banques de dépôt et de crédit, d'autre part](#).

Ensuite, l'aide qui a été décidée n'ira pas à la Grèce, à son économie et à son peuple, mais aux banques détentrices d'obligations grecques. Celles-ci devront certes consentir une décote de 50 % sur les titres grecs qu'elles possèdent. Ce sera cependant sous forme d'un échange, par rachat d'obligations nouvelles, dont la valeur sera diminuée de moitié par rapport aux anciennes, mais assurées à 20 % (ou plus probablement 30 %) par le Fonds européen de stabilité financière (FESF). Qui plus est, les rachats s'effectueront au fur et à mesure des échéances des obligations anciennes, entre janvier 2012 et 2020. Un effort étalé dans le temps et tout à fait bénin par rapport aux bénéfices que les banques ont antérieurement réalisés sur ces titres grâce à leurs taux d'intérêt très élevés ! Pire encore, la Banque centrale européenne continuera à servir de roue de secours en achetant des titres de la dette publique des Etats fragiles sur les marchés secondaires, c'est-à-dire aux mêmes banques à qui par ailleurs on demande les « sacrifices ».

Enfin, l'effet de levier qu'on prétend obtenir pour créer « une force de frappe d'environ 1000 milliards d'euros » est loin d'être assuré : l'on prend en compte le montant éventuel de l'assurance fournie par le FESF sur les nouvelles obligations émises par les pays en difficulté à hauteur de 20 à 30%, comme pour la Grèce, et l'impact d'un véhicule spécial relié à ce même FESF et au Fonds monétaire international (FMI), auquel on espère faire participer des acteurs internationaux comme la Chine, la Russie ou le Brésil ! Cela signifie espérer guérir en communiquant sa maladie aux autres, eux-mêmes souffrant déjà d'un mal analogue, mais un peu moins.

En même temps, l'on annonce que les banques devront être recapitalisées pour que leurs ratios de

solvabilité, équivalant à leurs fonds propres durs, puissent atteindre 9 % au 30 juin 2012. L'Autorité européenne des banques estime les besoins à 106 milliards d'euros, ce qui est une sous-évaluation flagrante. Le chiffre discuté au FMI est de 200 milliards, et Goldman Sachs, juge et partie, l'estime à 298 milliards, en décotant de façon plus réaliste les obligations des pays « fragiles ».

Les décisions prises n'équivalent donc qu'à accroître le liquide de perfusion fourni au grand corps malade. Les marchés ont d'abord salué la livre de chair de ce corps qui leur a été fournie puis, insatiables, ils se mettront bientôt à exiger davantage.

La seule solution est un monde sans la City ni Wall Street, ni l'immense bad bank bourrée d'effets toxiques que devient ainsi l'Europe. Il y a urgence à adopter enfin une politique de crédit public pour rééquiper l'homme et la nature, car la nef des fous se rapproche des récifs.
